

## Nouvelles locales du jeudi 17 décembre 2015

@rib News, 17/12/2015 | Diplomatie - Le ministre britannique en charge des questions de l'Afrique appelle le gouvernement burundais à regagner la table des négociations sous la médiation du président Museveni à Kampala. James Duddridge (photo) indique qu'il est choquant et aberrant qu'il y ait des kidnappings et assassinats au Burundi. Il estime que c'est de la responsabilité des dirigeants burundais de stopper les tueries. Le ministre appelle à un dialogue inclusif qui implique toutes les parties, celles qui sont restées au pays et celles qui ont fui le Burundi. Duddridge a fait ces déclarations ce jeudi après-midi à Bujumbura au terme d'une mission qu'il a effectuée dans la sous-région.

- Alors que Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU, se déclare très inquiet de l'escalade de la violence au Burundi, estimant que le pays est au bord d'une guerre civile qui risque d'embraser toute la région, la Suisse a décidé de geler les avoirs pour certaines personnes agissant contre la paix, la sécurité et la stabilité au Burundi. Il s'agit de Godefroid Bizimana, le directeur général adjoint de la police, de Gervais Ndirakobuca, le chef de cabinet de l'administration présidentielle chargée de la police nationale. Il serait responsable de violences commises les 26, 27 et 28 avril 2015 dans les quartiers de Nyakabiga et Musaga à Bujumbura. Vient ensuite Mathias Joseph Niyonzima, présenté comme un officier du service de renseignements, par ailleurs coordinateur de la milice paramilitaire des jeunes du parti au pouvoir. Enfin, le général Léonard Ngendakumana, ancien chargé de mission de la présidence, et surtout bras droit du chef des putschistes Godefroid Nyombare lors d'un coup d'Etat manqué le 13 mai 2015. L'ordonnance du Département fédéral de l'Economie va jusqu'à communiquer leurs numéros de passeport respectifs. Non seulement la Suisse bloque leurs biens, mais elle précise qu'il est également interdit de mettre des avoirs à disposition de ces personnes.

Justice et droit de l'Homme - Le gouvernement du Burundi a promis l'ouverture d'enquêtes pour vérifier si réellement des éléments des forces de l'ordre se sont rendus coupables d'actes présumés le 11 décembre dernier après les attaques contre des camps militaires de la capitale et dans la province de Bujumbura. Cette annonce est intervenue lors d'un point presse ce jeudi matin à Bujumbura avec le ministre des relations extérieures et de la coopération Alain Nyamitwe. Ce dernier estime par ailleurs qu'il n'est pas commode pour le Burundi de travailler sur des informations fournies par des ONG comme Amnesty international et Human Rights Watch qui, selon lui, ont produit dans le passé des rapports non factuels et pas corrects. Le ministre a indiqué aussi qu'il était trop tôt pour envisager un envoi de troupes étrangères au Burundi alors que ce dernier reste le premier pays sur le continent africain en nombre d'hommes engagés dans des missions de maintien de la paix. Nyamitwe a aussi exploré les positions radicales de certains États au sein du conseil de sécurité des Nations Unies et qui continuent d'exiger cet envoi de troupes.

- Marie Gorette Ndayipfukamiye une mère de trois enfants, membre du MSD a été relâchée ce jeudi soir après avoir passé 24 heures dans un cachot du Service National de Renseignement burundais à Bujumbura. Les policiers l'avaient soupçonné de cacher des armes. Son mari, membre également du MSD avait été la cible de la police, il y a deux mois mais avait survécu à ses blessures par balles.

- Le parti UPD-Zigamibanga agit à l'arrestation de Claver Mugwengezo. Le frère de Chevineau Mugwengezo, un des principaux visages de l'opposition contre le pouvoir de Nkurunziza a été arrêté lundi à Rumonge et directement transféré au cachot du Service National de Renseignement à Bujumbura. La police reconnaît avoir arrêté cet homme et l'accuse de collaborer avec des groupes armés en les finançant et en les logeant. Le parti UPD Zigamibanga estime que ces accusations sont sans fondement. Ce parti se dit étonné que Claver Mugwengezo ait été conduit à Bujumbura durant la nuit. L'UPD Zigamibanga demande à la justice burundaise de se pencher sur ce cas de façon impartiale et professionnelle.

Sécurité - Selon une source administrative locale, 14 personnes ont été arrêtées par la police ; 2 fusils mitrailleurs, 2 roquettes et 14 fusils Kalashnikov ont été saisis dans la commune Matana de la province Bururi. Selon la même source, ces événements sont liés à mettre en lien avec les attaques d'hommes armés qui se sont produits dans la zone de Gisarendu de la même commune. Le commissaire provincial de la police a indiqué que les armes saisies ont été ces dernières 48 heures, juste après les attaques du week-end. La police parle d'une situation sécuritaire maîtrisée et d'un retour au calme pour la population.

- Cinq membres du quartier de Kigwati à Makamba (chef-lieu de la province) ont été fouillés ce mercredi matin par la police. L'intervention de la police s'est concentrée sur des familles de tutsis. Même s'ils n'ont rien trouvé, les policiers ont proféré des menaces à l'encontre des occupants de ces ménages pour la seule raison qu'ils sont originaires de la commune de Kibago. Par ailleurs, des habitants de Makamba affirment que les montages se sont multipliés ces derniers jours y compris lors des fouilles de voitures. Ils se plaignent aussi du comportement violent de la police lors des opérations. Ces pratiques viseraient à faire arrêter des ressortissants de Kibago et de Mabanda, deux communes bastions de la lutte contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza et dans lesquelles plusieurs jeunes accusés de participation aux bandes armées ont été arrêtés.